



MAURICE OUDET

Maurice Oudet est né en 1944 à Paris. Il est Père Blanc et vit au Burkina Faso depuis 1972. Il a réalisé différentes études de cas dans le domaine agricole ; il est un ardent défenseur de la population et du monde rural. Il s'intéresse particulièrement aux répercussions des accords de commerce depuis la crise du coton en 2001 où le coton fortement subventionné des Etats-Unis avait fait chuter les prix du marché mondial à des niveaux très bas. Les paysans du Burkina Faso n'arrivaient pas à vendre leurs produits ou ils devaient les vendre à un prix qui ne couvrait même pas leurs coûts de production. Dans un manifeste commun avec le président de l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso et ses homologues du Bénin et du Mali, Maurice Oudet a réclamé la condamnation des subventions américaines devant le tribunal d'arbitrage de l'OMC. « Ce fut le début d'un long combat qui n'a plus jamais cessé », constate le Père Blanc. Il n'est pas favorable à l'Accord de partenariat économique avec l'UE et poursuit : « Nos pays perdraient d'importantes rentrées douanières et nos marchés seraient inondés de produits européens ». Pour la population du Burkina Faso, la devise de son ancien président Thomas Sankara reste toujours d'actualité : « Consommons ce que nous produisons. Et produisons, avec les moyens dont nous disposons, ce que nous voulons consommer. Aujourd'hui, cela s'appelle la *souveraineté alimentaire*. »

Aucune suppression ou augmentation des quotas laitiers dans l'UE.

Les subventions aux agriculteurs de l'UE ne posent pas de problèmes tant que les produits agricoles ne sont pas exportés.

Protection du marché burkinabé par des droits de douane tant que l'Union européenne subventionne ses exportations.

Pas d'Accord de Partenariat Economique avec l'UE.

Informations et contact:
www.ecofair-trade.org

 **HEINRICH
BÖLL
STIFTUNG**

 **glopolis**

MISEREOR
IHR HILFSWERK

Foto: Hofschläger/pixelio.de



LA POLITIQUE COMMERCIALE AGRICOLE PORTE ATTEINTE AUX DROITS DE L'HOMME AU BURKINA FASO

« Le continent africain pourrait encore se nourrir par lui-même si on le lui permettait »

Korotoumou Gariko, productrice laitière



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des éditeurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.



Malgré un environnement naturel, national et international peu favorable, les paysans burkinabè produisent chaque année assez de céréales pour nourrir la population du Burkina. Pourtant le gouvernement poursuit une politique qui favorise l'importation des produits étrangers. Cette politique nuit aux petits producteurs, mais aussi à l'économie tout entière puisque la plus-value de transformation des produits échappe au pays. C'est également vrai pour le secteur laitier qui est la principale source de revenus des éleveurs Peuls comme notre ambassadrice Korotoumou Gariko, et qui représentent près de dix pour cent de la population. Pendant longtemps, le lait en poudre importé, frappé de seulement 5 % de droits de douane, a concurrencé le lait local et rendu quasi impossible la vente de la production laitière dans les villes, d'autant plus que l'Union européenne accordait d'importantes subventions pour soutenir ses exportations de lait. De nouvelles perspectives se dessinent pour les éleveurs depuis que les prix ont augmenté à l'échelle internationale. Alors que le prix du lait en poudre importé de l'Union européenne doublait entre 2004 et 2008, la production de lait commercialisée localement augmentait parallèlement de 100 %. A terme, cette situation profite aussi aux consommateurs puisqu'elle réduit la dépendance du pays face aux importations et diminue le risque de hausses de prix brusques. Pourtant, le projet d'Accord de partenariat économique (APE) entre l'UE et la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest pourrait mettre tout cela en péril. Si les propositions de l'UE étaient acceptées en l'état, le Burkina Faso devrait supprimer 80 % de ses droits de douane d'ici à 2022, et dans les périodes où les prix du marché mondial sont au plus bas, le pays ne serait plus en mesure de protéger son agriculture des importations bon marché. La situation est d'autant plus préoccupante que l'UE veut accroître encore sa production et ses exportations laitières.

FAITS ET CHIFFRES

Population	16 millions d'habitants
Pourcentage d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté	43,9%
Population active dans l'agriculture	13 millions
Exportations agricoles	0,25 milliard de dollars (coton, sésame, mangues, karité, noix de cajou)
Importations agricoles	0,25 milliard de dollars (riz, blé, lait en poudre)
Pourcentage de population sous-alimentée	8,45% en moyenne
Espérance de vie	53 ans



KOROTOUMOU GARIKO

Korotoumou Gariko est née en 1956. Elle est agricultrice, possède 18 vaches laitières ainsi qu'une petite laiterie. Elle est présidente de l'Union nationale des mini-laiteries. « L'Union européenne subventionne si fort son propre lait qu'elle offre le lait en poudre à un prix inférieur au nôtre », déplore Gariko. « De telles pratiques de dumping ruinent notre secteur laitier et signent à terme l'arrêt de mort de ma petite entreprise ». Et comme il n'existe pas en Afrique de systèmes sociaux comparables à ceux qui existent au sein de l'UE, cela ferait perdre leurs moyens d'existence à un grand nombre de personnes. Et Gariko d'ajouter : « L'alimentation est le moteur de la vie et elle ne doit pas être subordonnée au libre-échange ». Elle est fière que 80% de la population ait pu produire sa propre nourriture jusqu'à aujourd'hui. « Les petits paysans du Burkina Faso et des pays voisins maintiennent leur refus des accords de libre-échange », souligne Gariko. « Nous avons manifesté dans les rues de la capitale Ouagadougou contre l'Accord de partenariat économique avec l'UE, sinon notre gouvernement l'aurait déjà signé depuis longtemps. »